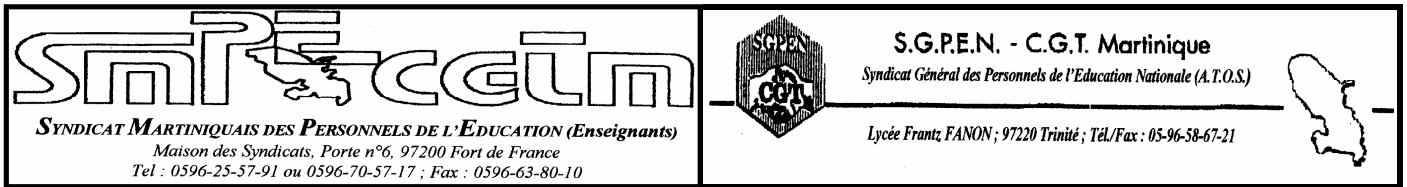


C.G.T.M. Éducation

Bulletin d'information du SMPE-CGTM et du SGPEN-CGTM



Mars 2003

Décentralisation: la logique financière

Sous prétexte de simplifier le fonctionnement de l'État et rapprocher les citoyens de leurs élus, Raffarin a annoncé, entre autres, le 28 février 2003, lors d'un discours prononcé à Rouen, pour la clôture des Assises des libertés locales, le transfert aux collectivités territoriales de 150000 agents relevant de la Fonction publique de l'état, dont 110000 TOS de l'Éducation nationale. Pour justifier cette décision, il a déclaré « *Enfin, je pense qu'il est temps pour nous d'aller jusqu'au bout de la logique des transferts, ceux de 1983. Le rapport Mauroy l'a dit récemment : il est illogique que la construction et l'entretien des bâtiments relèvent de la responsabilité des collectivités. Il est donc logique aussi que les personnels qui soient chargés de cet entretien soient eux aussi rapprochés des collectivités. Les personnels TOS (Techniciens ouvriers de service) ont vocation à servir sous l'autorité des collectivités. Nous discuterons avec eux des modalités de ce transfert.* »

Pour un gouvernement qui n'a que le mot démocratie et concertation à la bouche, la méthode n'était en rien différente de celle mise en place par un patron du secteur Privé pour licencier son personnel.

Et pour quelle raison cette frénésie décentralisatrice de Raffarin ? Dans ce même discours, Raffarin l'avoue lui-même : « **La décentralisation est une source d'économies. Elle rationalise. Elle simplifie. Elle supprime les structures redondantes. Il y a des gains de productivité à trouver et je suis sûr que les collectivités les utiliseront pour financer leurs priorités et leurs projets.** » A quand l'introduction en bourse ?

Mais cette décentralisation, ne s'arrêtera-t-elle qu'aux TOS. Toujours le 28 février à Rouen, Raffarin poursuivait : « *Les régions pourront aussi mener cette politique de l'intelligence en prenant la formation tout au long de la vie en charge. Dans ce domaine, la décentralisation n'est pas, pour qu'une part, apparente. On voit aujourd'hui tous les efforts qui sont nécessaires. La région est censée avoir la totalité de la compétence en matière de formation, mais elle dispose de moins de la moitié des outils à ce jour.* »

Des régions en France ont demandé à prendre en charge tous les personnels chargés de la formation.

En Martinique, le premier vice président du Conseil régional s'est pour sa part étonné de ce que la Région devait construire des établissements, les entretenir, les équiper, mais qu'elle n'avait aucun droit de regard sur les personnels qui y intervenaient. Que voulait-il dire très exactement ?

Raffarin a bien sûr parlé d'expérimentations, de la garantie pour les personnels concernés de conserver leur statut, de l'exclusion des enseignants du dispositif des transferts. Mais comme dirait Pasqua : « **Les promesses, même écrites, n'engagent que ceux qui y croient** »

Et nous avons de bonnes raisons de penser que les motifs avancés par Raffarin pour justifier sa réforme ne s'inscrivent que une logique de rentabilité financière. Comme une vulgaire entreprise privée.

Alors, contre le démantèlement des services, il faut réagir.

**Tableau d'Avancement à la Hors Classe des PLP
CAPA du mardi 25 mars 2003 (15 heures)**

Nom	Établissement
Gourpil Germain	LP Trinité
Gourpil Annie	LPO Lorrain
Laurier Nicole	LP Dillon
Bracha Georges	LP Marin
Montout Viviane	LP Châteaubœuf
Zébo Chantal	LP Cluny
Nicolas Geneviève	LP Batelière
Bigon Nicole	LP Trinité
Arrouvel Line-Rose	IUFM
Augustin Lucile André	LP Petit Manoir
Lauréat Alex	LPO François
Pitrolle Joseph	LPO Lorrain
Rosier Lucienne	LP Dillon
Vado Roland	SEGPA Dillon 1
Spartacus Maurice	LP Trinité
Maurice Catherine	IUFM
Steph Ghislaine	LP Pointe des Nègres
Lagier Jeannine	LP Trinité
Amory Bernardin	LP Trinité
Dédé Nodin Paulette	LP Pointe des Nègres
Concoriet Josette	LP Batelière
Bosphore Pérou Rolande	LP Trinité
Barnay Jean Claude	LP Châteaubœuf
Pidéry France Lise	LP Trinité
Corale Michel	LP Pointe des Nègres
Godomen Octave	SEGPA Dillon
Gérinette Gilbert	LP Trinité
Zié thomas	LPO François la Jetée
Sellaye Marie Josée (HB)	LP Batelière

Le contingent de l'académie de la Martinique était de 29. Il y avait 207 postulants. Sur ces 207 inscrits, un seul collègue a bénéficié d'un rapport de son chef d'établissement destiné à appuyer sa demande. Les 28 premiers ont été promus dans l'ordre du classement. Le recteur a décidé promouvoir hors barème (HB), en lieu et place du 29^e de la liste, un autre PLP sur proposition de la DAET dont le rapport a été porté à la connaissance de la Commission à la demande d'un élu. Seule la délégation du SMPE-CGTM est intervenue pour demander que l'ordre de la liste soit respecté.

**Tableau d'Avancement à la Hors Classe des Certifiés
CAPA du mardi 25 mars 2003 (9 heures)**

Rang	NOM Prénom
1	CHARLES-HELENE Jacqueline
2	MONJEAN Nicaise
3	PRESENT Arlette
4	CRIQUET Claude
5	PIERRE France
6	REGENT Hervé
7	PLANTIN Joseph
8	MIKOLAJZAK Marie
9	EMMANUEL-EMILE Henriette
10	SAUPHAR Gisèle
11	COUDÉ Jean-Paul
12	PERRIER-URSULET Jacqueline
13	WURM Daniel
14	ROSAZ Maryse
15	DEMANGE Nicole
16	MARI Dominique
17	HAUSTANT Héliane
18	DANIEL Robert
19	DIMBOUR Nicole
20	LANON Dominique
21	PEROUMAL Marie-André
22	DE THORE Marie-Laure
23	DE LAGUARIGUE de SURVILLIERS Michelle
24	JEHELMAN Nicole
25	GIL Gilberte
26	DESTIN Raymond
27	TRUDO Viviane
28	GUICHARD Michel
29	DANIEL Chantal
30	SABIN Sonia
31	LIROY René
32	OZIER-LAFONTAINE Émile
33	ARNAULD Andrée
34	PARTEL Deborah
35	RAPHAEL Guy
36	PERCIN Louis
37	BAZILE Clotilde (HB)

**Tableau d'Avancement à la Hors Classe des Certifiés
CAPA du mardi 25 mars 2003 (9 heures)**

(Suite page 4)

Irak

Les dirigeants états-uniens et anglais sont donc passés à l'acte. Et depuis le 20 mars, le monde entier est abreuvé d'images de bombardements, de morts, de maisons et d'édifices détruits. Pourtant, de nombreuses personnes ont condamné cette initiative ou tenté de faire fléchir les agresseurs. Le SMPE-CGTM, dans un communiqué adressé à l'ensemble de la presse martiniquaise avait fait connaître sa position.

Nous publions ci dessus le communiqué d'un groupe de syndicats des USA se prononçant contre cette guerre. Nous aurons l'occasion de revenir sur cette nouvelle confrontation provoquée par les États-Unis et leurs alliés

"Considérant que plus de 100 militants syndicaux de 76 syndicats locaux, régionaux ou nationaux, unions locales et autres organisations syndicales représentant plus de 2 millions de membres se sont réunis à Chicago, cela pour la première fois, pour discuter de nos préoccupations à propos de la menace d'une guerre menée par l'administration Bush,

-que les adhérents et les dirigeants syndicaux ont la responsabilité d'informer tous les travailleurs des problèmes qui affectent leurs vies, leurs emplois et leurs familles, et de se faire entendre dans le débat national sur ces problèmes,

-que les principales victimes de toute intervention militaire en Irak seront les enfants des familles de travailleurs servant dans les forces armées, qui seront mis en danger, et les innocentes victimes civiles irakiennes, qui ont déjà tant souffert,

-que nous n'avons pas de motif de dispute avec les travailleurs ordinaires, hommes, femmes ou enfants, d'Irak ou de tout autre pays,

-que les milliards de dollars dépensés pour préparer et exécuter cette guerre seront prélevés sur les crédits pour nos écoles, nos hôpitaux, nos logements et la Sécurité sociale,

-que la guerre est un prétexte pour des attaques contre les droits ouvriers, les libertés civiles, les droits des immigrants et les droits de l'homme dans notre pays,

-que la marche de Bush vers la guerre sert de prétexte et de dérivatif aux problèmes économiques, de corruption du grand capital et aux licenciements,

-que l'on peut prévoir qu'une telle opération militaire risque fort d'engendrer davantage d'actes terroristes en représailles,

-qu'il n'a pas été établi de lien convaincant entre l'Irak et El Qaïda ou les attaques du 11 septembre, et que ni l'administration Bush, ni les inspections de l'ONU n'ont démontré que l'Irak représente une menace réelle pour les Américains,

-qu'une action militaire des États-Unis contre l'Irak met en danger la résolution par des voies pacifiques des différends entre nations et que cela compromettrait la sûreté et la sécurité du monde entier, y compris des États-Unis,

-que le mouvement syndical a toujours eu un rôle à jouer pour la défense de la justice,

-aussi, par le présent document, nous créons "**US Labor against the war-USLAW**" et affirmons que US Labor against the war s'oppose fermement à la marche à la guerre menée par Bush, fera largement connaître ce document et aidera aux activités anti-guerre des syndicats, des travailleurs et des diverses communautés.

Adopté le 11 janvier 2003 à Chicago, Illinois."

Nécrologie

Bertème JUMINER n'est plus



Nous avons appris avec beaucoup de tristesse le décès le 26 mars 2003 à Trois Rivières en Guadeloupe de Bertème JUMINER à l'âge de 76 ans.

Ami de Frantz FANON, agrégé en médecine, Bertème JUMINER a été recteur de l'académie des Antilles et de la Guyane de 1982 à 1987. Les années durant lesquelles il a occupé cette responsabilité ont permis au SMP-CGTM, au cours d'audiences ou de réunions de travail, d'apprécier sa grande convivialité et ses qualités humaines. Il a marqué de son empreinte le système éducatif dans les trois pays

dont il avait la charge : Guyane, Guadeloupe, Martinique, avec notamment l'introduction du créole à l'école.

Bertème JUMINER était un homme engagé.

Il a collaboré avec l'UNESCO, occupé des fonctions au sein de divers organismes (vice-président du conseil économique et social régional de la Guadeloupe, président du conseil d'administration de la Société immobilière, président du Conseil scientifique de l'observatoire régional de la santé en Guyane, médiateur académique, etc.). Il est intervenu sur la question de la condamnation de l'esclavage comme crime contre l'Humanité et la notion de « réparations »

A sa femme, à ses enfants, à ses proches, le SMPE-CGTM adresse ses sincères condoléances.

Mouvement intra académique

Rentrée scolaire 2003

Note de service : BOEN spécial n° 17
du 31/10/2002

Période : du 9 au 30 avril 2003

Saisie des demandes

Minitel : 3614 SERVAG*MUT

Internet : SIAM (<http://www.education.gouv.fr/siam>)

Ou
<http://www.ac-martinique.fr>

Pour plus renseignements : consulter les élus et responsables du SMPE-CGTM

Maison des Syndicats, le mercredi à partir de 15 h

E-mail : smpe.cgtm@wanadoo.fr

Téléphone : 0696 25 57 91 ou 0596 70 25 89

(Suite de la page 2)

Tableau d'Avancement à la Hors Classe des Certifiés
Contingent 2003 : 37 (contre 38 en 2002)

Le Recteur (représenté par le DRH) a promu hors barème Mme BAZILE Clotilde, professeur d'Économie Gestion du LGT Frantz. FANON et classée 96^{ème}. Elle a été retenue sur proposition de l'ensemble des IPR.

Ce procédé demeure injuste, d'autant plus que certaines disciplines n'ont pas d'IPR.

Le Doyen des IPR a fait état d'une commission annuelle d'harmonisation de la note pédagogique.

« Le Chômage repart à la hausse » la Presse



Dessin de Pessin extrait de « Le Monde »

Jospin (à propos des licenciements chez Michelin): " Ce n'est pas par la loi, par les textes que l'on va réguler l'économie ". Et d'ajouter qu'il ne " faut pas attendre tout de l'État et du gouvernement ".

Raffarin (juillet 2002 : "Il faut faire confiance aux créateurs, aux entrepreneurs, à ceux qui peuvent créer de l'emploi."

Fillon (après l'affaire Métaleurop): François Fillon l'a reconnu sur France-Inter : "Il faut dire la vérité aux Français : on a trop souvent sur ce sujet laissé croire que l'État pourrait empêcher les entreprises de licencier." Le Monde du 31/01/03.

Guillaume Sarkozy, frère aîné du ministre de l'Intérieur, vice-président du MEDEF et président de l'Union des industries textiles: "Je suis fier d'être un patron industriel qui délocalise. Assez de faux semblants: la perte d'emploi, la déstabilisation industrielle, c'est normal, c'est l'évolution", a déclaré Guillaume SARKOZY lors d'une rencontre avec l'association des journalistes de la presse économique et financière (AJEF). Il dit être "pour l'ouverture des marchés avec toutes ses conséquences", et notamment sociales.

La C.G.T.M. Éducation en Conseil Syndical

le 20 février 2003 à Sainte-Luce (à gauche) et le 4 avril 2003 à Case Pilote (à droite)



Une assistance nombreuse et attentive durant les exposés faits par C.OCTAVIA (Retraite) et MM HILAIRE (Violence scolaire)



Thierry MICHALON intervenant le 4 avril 2003 sur le thème de la « Décentralisation et des transferts de compétences et de personnels aux collectivités »